



La réussite de la mobilisation du 5 décembre est une alerte au futur gouvernement

A l'appel de l'intersyndicale fonction publique (**UNSa, CGT, CFTD, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FAFP**) les manifestations, rassemblements, grèves et autres actions ont été nombreux dans tous les secteurs, notamment au ministère de la Justice. La mobilisation des agents publics du 5 décembre a été significative, et nos Organisations Syndicales s'en félicitent !

L'UNSa Justice et ses composantes, auxquelles s'est joint l'USM, saluent et remercient les agents publics mobilisés ce jeudi 5 décembre dans tous les services, établissements et juridictions de France métropolitaine et d'outre-mer. Avec plus de 200 000 manifestants dans les rues et 20% de grévistes dans toute la fonction publique, le coup de semonce a résonné très fort auprès de l'ensemble de la classe politique et de l'Elysée !



Cette journée a permis aux agents publics d'exprimer leur refus très majoritaire :

- de l'allongement du délai de carence à 3 jours ;
- de la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie ;
- du non-versement de la GIPA en 2024.

Ces trois projets de mesures portés par le ministre démissionnaire Guillaume Kasbarian doivent en conséquence être retirés. Il est plus que temps de prendre la mesure de la crise profonde dont cette journée n'est qu'une des traductions.

Outre l'abandon des mesures contestées, il appartiendra au futur gouvernement de rétablir la confiance et d'ouvrir les chantiers indispensables relatifs à l'attractivité de la fonction publique, et à la fidélisation des agents (**rémunérations, parcours de carrière et conditions de travail en tête**). La seule méthode qui devra prévaloir sera celle du dialogue social, notamment celle de la négociation collective.

Les Organisations Syndicales de l'intersyndicale, demandent aux parlementaires et au gouvernement qui sera désigné de construire une Loi de Finances pour 2025 prévoyant des moyens :

- à la hauteur des missions de services publics ;
- permettant des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et ouvrant la possibilité d'un plan de titularisation et de résorption de l'emploi contractuel ;
- des mesures salariales générales, bénéficiant à l'ensemble des agents, titulaires et contractuels ;
- la refonte des grilles indiciaires ;
- le renforcement des politiques d'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'UNSa Justice et ses composantes conviennent de la nécessité de continuer à porter les revendications exprimées massivement lors de cette journée. La mobilisation engagée ce jeudi est un avertissement qui doit-être entendu !

L'UNSa Justice et ses composantes restent mobilisées et prêtent à riposter une nouvelle fois, si les mesures visant le bashing anti-fonctionnaires étaient maintenues dans un futur projet de Loi de finances. A bon entendeur !